

L'industrie manufacturière française, pas assez compétitive, est loin d'être tirée d'affaire

Après un rebond en 2017, la situation des entreprises redevient inquiétante en 2018

L'aciérie Ascoval de Saint-Saulve (Nord) dans l'im-passe. La fabrique de glaces Nestlé de Beauvais, dans l'Oise, vouée à une fermeture rapide par son nouveau propriétaire Froneri, avec la suppression de 317 postes. Le grand site Ford de Blanquefort (Gironde) menacé lui aussi. Sans oublier l'usine de compteurs à gaz Itron de Reims, dans la Marne, en passe d'être délocalisée en Pologne...

La France est-elle en train de replonger dans une crise industrielle, comme en 2009, lorsque la chute de l'économie avait provoqué une spectaculaire vague de fermetures d'usines ? Pas vraiment. Mais, après un net rebond en 2017, l'industrie bleu-blanc-rouge connaît de nouveau une phase plus délicate. Elle ne bénéficie plus des mêmes vents porteurs, et se retrouve confrontée à un manque de compétitivité toujours problématique. « *Depuis le début de 2018, la compétitivité-coût de l'industrie se dégrade de nouveau* », s'alarme même l'économiste de Natixis Patrick Artus, dans une note publiée lundi 22 octobre.

Pour l'heure, le nombre de sites qui se créent reste légèrement supérieur à celui de ceux qui disparaissent, selon le cabinet Trendeo. De même, la production industrielle continue à progresser, même si c'est à un tempo ralenti : depuis mars, la hausse se limite à 1,5 % en rythme

annuel, alors qu'elle dépassait 4 % entre mai 2017 et février 2018.

Pendant, deux signes montrent que l'industrie manufacturière, qui compte encore 2,8 millions de salariés, n'est pas tirée d'affaire. Le plus évident réside dans les chiffres de l'emploi. En 2017, le secteur avait créé des emplois pour la première fois depuis 2000. Pas énormément (tout juste 5 400 postes, selon l'Insee), mais suffisamment pour marquer un coup d'arrêt à un long déclin. Or, depuis, le balancier est reparti en sens inverse, et l'industrie a détruit 2 600 emplois en six mois.

Commerce extérieur désastreux

Deuxième signal : les usines françaises n'arrivent pas à regagner des parts de marché. Dans l'Hexagone même, les consommateurs privilégient toujours les articles étrangers sur le « made in France ». Ainsi, les importations de produits industriels progressent deux fois plus vite que le marché intérieur depuis le début de l'année. Dans le même temps, les produits tricolores peinent à se vendre hors des frontières. Au dernier pointage, en juillet, la part de la France dans les exportations de marchandises de la zone euro se limitait à 11,7 %, un taux historiquement très bas. Il était de 17 % en 1998.

Résultat, l'état du commerce extérieur français reste catastrophique,

avec un déficit de 42 milliards d'euros sur les huit premiers mois de l'année. Dans le même temps, l'Allemagne a, au contraire, accumulé un excédent commercial de 156 milliards d'euros. Cherchez l'erreur !

En 2017, les entreprises avaient bénéficié d'une croissance mondiale forte, de taux d'intérêt bas et d'un pétrole assez peu cher. « *Cette conjonction astrale exceptionnelle, nous n'avons plus la même aujourd'hui* », constate Philippe Varin, ex-patron de PSA et président de France Industrie, la nouvelle structure de représentation des industriels.

Depuis plusieurs mois, le pétrole remonte, et l'économie de toute l'Europe ralentit. Les marchés étrangers se révèlent donc moins porteurs, et la France marque le pas. Le produit intérieur brut n'a progressé que de 0,2 % au premier comme au deuxième trimestre, un trou d'air qui a obligé le gouvernement à abandonner son objectif d'une croissance de 2 % sur l'année, pour le ramener à 1,7 %.

Pas de quoi susciter l'euphorie dans les usines, surtout avec les mesures protectionnistes qui font craindre la fermeture de certains marchés. C'est déjà le cas de l'Iran. A cela s'ajoutent des difficultés de recrutement qui entravent l'essor d'un nombre non négligeable d'entreprises.

Dans ces conditions moins favorables, l'industrie tricolore se heurte

de nouveau à son problème structurel numéro un, sa trop faible compétitivité. Les patrons qui ferment des usines ne disent pas autre chose. Il faut en finir avec des coûts « *trop élevés* » et des « *produits vendus à perte* », se justifie ainsi l'entreprise Itron, à Reims.

A l'exception d'une poignée de secteurs comme le luxe et l'aéronautique, les produits français reviennent globalement trop cher par rapport à leur image et leur niveau de qualité. Les mesures prises pour réduire le coût du travail au travers, en particulier, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ont permis un temps d'améliorer la situation et les marges des entreprises. Mais, depuis la fin de 2017, « *le coût salarial unitaire se redresse* », en raison d'une « *accélération des salaires* » et d'un « *freinage de la productivité* », relève M. Artus. Les industriels risquent d'avoir du mal à repercuter cette hausse des coûts sur leurs prix de vente, compte tenu de l'intensité de la concurrence. Résultat, les marges bénéficiaires ont commencé à reculer.

« *Si la période de redressement de la compétitivité et des marges bénéficiaires de l'industrie est déjà terminée* », c'est « *très inquiétant* », conclut l'économiste de Natixis. La liste des fermetures d'usines pourrait bien s'allonger... ■